Une presse quotidienne régionale à la peine

Attaques, pressions, baisse des effectifs, concentration des médias, développement du numérique… Fragilisée, la presse locale traverse une crise importante. Or, sans journalistes pour enquêter et vérifier les faits, l'accès à une information fiable et la vitalité démocratique des territoires sont menacés.

Pauline AMIEL, chercheuse spécialiste des médias et du journalisme, directrice de l'Ecole de journalisme et de communication de l'université Aix-Marseille

« *On vire la presse et on évite de la lire; comme ça, on vivra mieux!* » Ces propos sont ceux de Christian Poiret, président du conseil départemental, le 10 janvier, à l'occasion des vœux du maire de Féchain, commune dans le Nord. Depuis plusieurs mois, les attaques verbales ou physiques à l'encontre des journalistes de presse locale se multiplient, atteignant même des sommets jamais constatés en France. Procédures-bâillon, entraves d'accès à l'information, intimidations verbales ou menaces judiciaires, cyberharcèlements, dénonciations publiques, agressions au cours d'une manifestation, vols ou casses de matériel, violences physiques… Déjà, en 2024, l'Observatoire français des atteintes à la liberté de la presse recensait quatre-vingt-onze atteintes au niveau national. Entre 2018 et 2023, plus de deux-cent-vingt incidents liés à la sécurité des journalistes locaux ont été recensés en France par Mapping Media Freedom (Plateforme européenne de suivi de la liberté des médias).

Alors qu'une grande partie des six-mille-sept-cent-soixante-quinze journalistes travaillant pour la presse locale (presse quotidienne régionale ou départementale et presse hebdomadaire régionale) continue de voir ses conditions de travail se dégrader, les attaques des derniers mois sont particulièrement marquantes, notamment parce que, comme les propos violents de Christian Poiret, elles proviennent souvent de personnes détentrices de mandat représentatif ou de l'autorité publique. Le 5 janvier 2026, une cinquantaine d'ostréiculteurs, dont des représentants syndicaux, encagoulés, ont brûlé des pneus, bloqué le portail et insulté des journalistes de *Midi-Libre*, manifestant leur mécontentement suite à des articles qu'ils jugeaient à charge. Quelques semaines avant, déjà, des agriculteurs avaient pris pour cibles ce média et ces journalistes dans le cadre d'une manifestation…

Ces attaques peuvent être verbales, physiques mais aussi cyber : un journaliste de *La Dépêche du Midi*, Max Lagarrigue, a été cyberharcelé et menacé de mort par des groupuscules d'extrême droite, mobilisés par un éleveur porcin mécontent de son travail d'enquête. Sans égrener ici l'effarante liste des atteintes à la liberté de la presse locale, la situation est d'autant plus effrayante que les élections municipales ont occupé l'actualité de ces derniers mois et que les élections sénatoriales approchent, dans un contexte social de diminution du nombre de journalistes couvrant ces actualités locales. Entre 2013 et 2023, la presse départementale a perdu 20 % de ses journalistes, et la presse quotidienne régionale (PQR) 9 %, selon l'étude publiée en janvier 2026 par le ministère de la Culture, en lien avec l'Autorité de régulation de la communication audiovisuelle et numérique [1].

> « La PQR, avant de connaître un déclin récent, a constitué le moyen d'information privilégié des Français pendant plus de cent-quarante ans. Et pour cause. L'information de proximité est un des vecteurs de cohésion des territoires, ces lieux dont le sens est défini par les liens. »

La fragilisation d'un pilier local essentiel

Pourtant, il n'y a pas si longtemps, « je l'ai lu dans le journal » parlait à tout le monde et renvoyait au journal local, perçu comme un média de référence, synonyme de confiance, de vérité, et d'informations de proximité fiables. La PQR, avant de connaître un déclin récent, a constitué le moyen d'information privilégié des Français pendant plus de cent-quarante ans. Et pour cause. L'information de proximité est un des vecteurs de cohésion des territoires, ces lieux dont le sens est défini par les liens. Acteurs essentiels du vivre-ensemble, du sentiment d'appartenance et de l'identité des territoires, la soixantaine de titres de PQR de France métropolitaine et d'outre-mer a pour rôle social d'organiser les communautés de vie sur des espaces qu'ils participent à définir et à légitimer, depuis leur essor au XIX^{e} siècle.

Plus particulièrement, c'est un rôle d'animateur de débats publics à l'échelle du territoire qu'endosse traditionnellement la presse locale. Ce sont bien ses journalistes qui sont les garants de la bonne tenue

(1) www.culture.gouv.fr/thematiques/audiovisuel/Publications/etude-sur-le-modele-economique-de-l-information-en-france.

Bientôt des « déserts informationnels » ?

Alors que le nombre de journalistes locaux a fortement diminué et que leurs conditions de travail ne cessent de se dégrader, la question des déserts informationnels, qui désignent des territoires dans lesquels l'accès à une information fiable et de qualité est insuffisant, commence aussi à se poser, en France. Ces deux dernières années, deux rapports, de la Fondation Jean Jaurès et du Centre pour le pluralisme et la liberté des médias, ont été clairs : la situation des territoires est fragile mais, pour le moment, aucun désert médiatique n'est recensé. Ceci dit, le maillage territorial diminue : depuis dix ans, une centaine d'agences locales a disparu, la plupart dans des zones rurales.
La vigilance est de mise car les risques liés aux déserts informationnels sont bien connus dans d'autres pays : une désinformation plus forte, une polarisation politique accrue, une diminution de la participation électorale et une perte de confiance dans les institutions.

P. A.

des débats politiques, des échanges d'idées qui permettent in fine aux lecteurs/électeurs de prendre leurs décisions en conscience. Or, depuis une trentaine d'années, la complexification et la fragmentation des espaces politiques locaux, par les pratiques de cogestion de l'information entre les titres de PQR et les pouvoirs, ainsi que par les possibilités d'expression fournies par les outils numériques et les réseaux sociaux en particulier, ont remis en cause cette capacité des journalistes locaux. La démultiplication des services de communication des institutions locales notamment a complètement bouleversé le rapport à l'information du public mais aussi les rapports de forces entre la communication, la politique et les médias. Depuis déjà plusieurs années, certains élus locaux préfèrent envoyer leur communiqué directement sur les réseaux sociaux plutôt qu'à la presse et aux journalistes, par exemple.
En 2026, cette distance entre élus, collectivités locales et journalistes peut se transformer en défiance, voire en lutte : Reporters sans frontières dénonce la pratique des « *procédures-bâillon* », dans leur dernier rapport de mars [2]. Ces procédures-bâillon touchent particulièrement les *pure players* locaux d'investigation (en ligne) tels que Médiacités, attaqué vingt-deux fois en justice, ou encore Marsactu, L'Arlésienne, StreetPress ou encore Splann ! Pourtant, c'est oublier un des rôles essentiels de l'information locale : mettre en perspective, analyser objectivement, enquêter et prendre du recul sur les propositions communiquées. En 2026, alors que les élections municipales battaient leur plein, les analyses des bilans des maires sortants, les « *fact-checking* » (vérification des faits) des annonces des candidats et autres formats de vulgarisation des fonctions des mairies ont été nombreux et ont parfaitement démontré que les journalistes locaux étaient absolument indispensables pour être capables de discerner les annonces des faits, l'opinion de l'information.
Cette mission est d'autant plus fondamentale que le paysage politique local et national est inquiétant. Selon une étude du site français d'information et d'analyse consacré au conspirationnisme,

Conspiracy Watch, en février 2026, plus de cinquante candidats RN aux municipales tenaient des propos jugés complotistes, climatosceptiques, racistes, antisystème, etc. Sans journalistes sur le terrain qui soient à même de redire la vérité, la loi, les faits et contrer les propos dangereux, notre sens commun du réel et notre vivre-ensemble sont menacés.

La mainmise de quelques groupes sur la PQR

Au-delà de la question de la désertification des médias (voir encadré p. 54), c'est la concentration des médias locaux qui semble bien plus dramatique. Le Centre for Media Pluralism and Media Freedom (Centre pour le pluralisme et la liberté des médias), organisme européen, l'indique, dans son rapport de 2024 : le paysage médiatique français est considéré à « risque haut » pour son insuffisance d'infrastructures de médias locaux, la faiblesse de l'indépendance éditoriale et l'insuffisance de son inclusivité sociale. Là aussi, les effets de cette concentration sont clairement identifiés : fragilisation de la crédibilité de l'information, biais idéologiques, risques d'autocensure, perte d'indépendance des journalistes et des rédactions, fragilisation économique, crise de confiance des publics.
Cette concentration, pour les médias locaux, n'est pas nouvelle :

(2) C'est-à-dire des « *poursuites judiciaires disproportionnées, excessives ou déraisonnables, qui visent à faire taire des personnes physiques ou morales, en tentant d'exploiter un déséquilibre de pouvoir, un avantage financier ou encore une influence politique ou sociale, pour faire pression* ».

elle était déjà inquiétante il y a dix ans. Depuis, l'actionnariat a évolué, puisque vingt-cinq titres ont été achetés ou vendus. De nouveaux actionnaires notables sont arrivés dans le secteur : la holding NJJ de Xavier Niel et le groupe CMA Média de Rodolphe Saadé. Aujourd'hui dix groupes, dont les deux cités, qui détiennent respectivement le groupe Nice-Matin et France Antilles pour l'un et le groupe La Provence pour l'autre, se partagent le gâteau de la PQR. Le groupe Rossel dans les Hauts-de-France, la région Grand-Est et la région Normandie ; le groupe EBRA (propriété du Crédit mutuel), réparti au sein des régions Grand-Est, Bourgogne-Franche-Comté et Auvergne-Rhône-Alpes ; le groupe SIPA-Ouest France, qui couvre les régions Normandie, Bretagne et Pays de la Loire ; le groupe Sapeso-Sud-Ouest, en position dominante sur la région Nouvelle-Aquitaine ; le groupe Centre France-La Montagne, qui couvre les régions Auvergne-Rhône-Alpes, Bourgogne-Franche-Comté, Centre-Val de Loire et Nouvelle-Aquitaine, et le groupe La Dépêche du Midi, qui couvre la région Occitanie. En

Entre 2013 et 2023, la presse départementale a perdu 20 % de ses journalistes, et la presse quotidienne régionale 9 %. Pourtant, il n'y a pas si longtemps, « je l'ai lu dans le journal » parlait à tout le monde et renvoyait au journal local, perçu comme un média de référence, synonyme de confiance et de vérité.

2019, les groupes EBRA et SIPA-Ouest France représentaient à eux seuls près du tiers de la diffusion de la presse quotidienne « IPG » (« information politique et générale »), en France. Ainsi quarante-huit des titres de presse quotidienne locale sont intégrés à un de ces groupes, sans oublier que soixante-dix-sept hebdomadaires locaux appartiennent au groupe SIPA-Ouest France. Pour autant, cette concentration n'a pas fait ses preuves en termes de qualité ou d'accès à l'information locale, ni d'amélioration des conditions de travail des journalistes.

Une économie de l'information incertaine

La tendance à la concentration, finalement peu prise en compte par les pouvoirs publics, se couple d'une crise du modèle économique de la PQR qui dure depuis le début des années 2000. La quasi-disparition des revenus issus des annonces légales et de la publicité, la baisse permanente du nombre d'abonnés, sans que les abonnements numériques ne parviennent à la compenser, l'accaparement des recettes des droits voisins par les Gafam (Google, Facebook, Amazon, Microsoft), ou encore le siphonage systématique de la production par les « BigTech » (les grands acteurs du numérique) mettent en péril les systèmes économiques des médias locaux, sans qu'aucune solution n'apparaisse pérenne. Là encore, ce sont les journalistes les premières victimes : leurs tâches et missions ne font qu'augmenter, dans un contexte croissant de défiance des publics, de violences et de réduction des effectifs.

Les médias locaux qui permettaient auparavant de valoriser les territoires et de promulguer l'information-service nécessaire à l'organisation de la vie locale se retrouvent donc dans une concurrence féroce sur le marché de l'attention. Nous sommes tous et toutes responsables et garants de la survie de l'information locale : les groupes de presse et les autorités publiques en premier lieu, mais aussi nous toutes et tous, en tant que citoyens et citoyennes voulant préserver notre liberté de pensée et notre espace public démocratique, dont la condition sine qua none est l'indépendance des journalistes et leur capacité à produire une information locale utile et de qualité. Choisissons en conscience à qui nous accordons notre très précieuse attention. ●

« Selon une étude, en février 2026, plus de cinquante candidats RN aux municipales ont tenu des propos jugés complotistes, climatosceptiques, racistes, antisystème, etc. Sans journalistes sur le terrain à même de redire la vérité, la loi, les faits et contrer les propos dangereux, notre sens commun du réel et notre vivre-ensemble sont menacés. »